

Echec à Genève, Révolution à Ottawa

Le Canada prend un vrai risque politique.

Après l'ajournement de la Conférence de Vienne, en 1995, la Convention de 1980 est finalement révisée à Genève, en mai 1996. La réception est générale. Lors que l'opinion publique internationale avait pris le parti des victimes. Alors que trente neuf Etats se sont déjà publiquement prononcés en faveur de l'interdiction des mines, le protocole révisé résulte d'un compromis minimaliste. Les diplomates et les militaires ont tergiversé, joué sur les mots : finalement le nouvel arsenal juridique " n'empêche aucun Etat d'utiliser des mines lorsqu'il le juge nécessaire. Comble du cynisme, les débats ont mis en avant le caractère respectueux des règles humanitaires de nouvelles techniques merveilles de la technologie : les mines intelligentes. Quelle différence pour les populations touchées par ces armes quand seule présomption de leur présence dans un champ peut rendre inexorables plusieurs kilomètres carrés de terres fertiles. Le décalage est énorme entre la cruelle réalité et le consensus mou de Genève.

Radicalisation des positions, quel impact positif de ces négociations internationales : la radicalisation des positions. Il devient plus sé de convaincre qu'il existe bien qu'une seule solution pour arrêter le massacre d'innocents en temps de paix : chaque pays doit interdire unilatéralement la production, le stockage, la commercialisation et l'utilisation des mines antipersonnel. L'hypocrisie des pays qui prônent cette idée mais ne

l'appliquent pas est pointée du doigt par les associations. Dans ce domaine, la France est en première ligne car elle n'a toujours pas renoncé à l'utilisation de cette arme. Sous l'impulsion de la Campagne des ONG, quelques Etats, convaincus de la nécessité de l'interdiction totale (en particulier le Canada, l'Autriche, l'Irlande, la Belgique, la Norvège) se réunissent épisodiquement et... secrètement. C'est le Canada qui relance la machine diplomatique.

14 mois pour un traité

Au milieu des discours lisses qui clôturent la Conférence de Genève, le représentant canadien invite les pays favorables à l'interdiction totale, à se réunir en octobre pour reprendre la discussion. Six mois après l'échec de Genève, ce sont 50 pays, dont la France et les Etats Unis, qui se retrouvent à Ottawa. Alors que les délégations présentes s'apprêtaient à conclure leurs échanges et à se satisfaire une fois de plus d'un plan d'action lénifiant et disparate, le Ministre canadien des Affaires Etrangères, Lloyd Axworthy, va à l'encontre des règles de diplomatie et lance un véritable défi : signer en 14 mois un Traité d'interdiction totale. Son discours de clôture fait l'effet d'une bombe : "Nous ne pouvons, comme l'a déclaré le sénateur américain Leahy, retirer 100 millions de mines, un " bras et une jambe à la fois ". Mais nous pouvons agir. Les populations du monde entier nous soutiennent dans ce dessein. Je suis convaincu que la possibilité réelle de signer un traité à une date fixe - plutôt qu'un espoir d'accord lointain redoublera l'impulsion sans précédent qui nous anime aujourd'hui et aidera

les pays à prendre les décisions qui les amèneront à venir élargir notre groupe". Les diplomates sont médusés. Côté ONG c'est l'explosion de joie. La représentante des ONG canadiennes, en pleurs, prend la parole : " Merci, Monsieur le Ministre." Le coup d'accélérateur est donné, les 650 ONG désormais engagées dans la Campagne Internationale pour Interdire les Mines sont invitées à intensifier la pression sur leurs gouvernements respectifs. Dès lors, une course contre la montre va s'engager qui interdira aux Etats de s'en tenir aux déclarations d'intentions.

Le sport pour reprendre possession de son corps et assumer le regard des autres. Dans les années 80, les réfugiés cambodgiens en Thaïlande avaient même organisé des jeux olympiques pour personnes handicapées.



© HULCHER

REPERES
Janvier ● le Canada annonce un moratoire complet. L'Allemagne stoppe ses exportations.
Février ● les Etats Unis annoncent qu'un moratoire d'un an sur l'utilisation des mines sera institué en 1999. **Mars** ● le gouvernement irlandais introduit une proposition de loi. Les Pays-Bas décident l'interdiction et la destruction de leurs stocks. **Avril** ● l'Australie annonce un moratoire immédiat sur l'utilisation. L'Allemagne impose une interdiction complète et prévoit une destruction des stocks avant fin 1997. **Du 22 avril au 3 mai** ● conférence de Révision de la Convention de 1980 à Genève. Insatisfaction générale. **Mai** ● le Danemark renonce à l'utilisation des mines. **Septembre** ● l'Italie interdit la production et l'exportation. **Octobre** ● la France renonce à l'emploi des mines, sauf " en cas de nécessité absolue imposée par la protection de ses forces ". **Du 3 au 5 octobre** ● première Conférence d'Ottawa. Coup d'éclat du Canada. Pour la première fois, la délégation française officielle inclut une ONG. **Décembre** ● l'interdiction totale est votée en Autriche et en Suisse.

Réapprendre la vie

Un jour de décembre 1992, Alifadio, jeune berger du Mozambique a oublié le danger. Il croyait qu'avec la paix, il était désormais écarté. Cet excès de confiance lui coûte sa jambe gauche. Une fois soigné et appareillé, il s'adapte vite à sa prothèse et comme tous les gamins remarque tant bien que mal. Mais marcher n'est pas une fin en soi. Plus question pour lui de garder des chèvres. Il va falloir trouver un nouveau métier. Victime civile parmi tant d'autres, Alifadio n'a rien à attendre de son gouvernement, il n'est pas un " héros de la nation ". Il doit s'habituer à ce nouveau corps, aux regards des autres, à l'humiliation de la pitié. Difficile de retrouver confiance en soi quand on se croit devenu une charge, une bouche inutile pour sa famille, son village. La réinsertion économique et sociale des mutilés est une préoccupation des organisations humanitaires. A côté des centres de soins médicaux et de rééducation, des centres de formation professionnelle et d'aide psychologique doivent être ouverts. On y apprend tout ce qui peut par la suite permettre de se rendre utile à la société. Alifadio entre dans un de ces établissements. Là, il découvre pour la première fois les bancs de l'école où il apprend avec passion à lire et à écrire. Curieux de tout, il s'intéresse aussi aux activités de jardinage et d'artisanat. Les élevages de lapins, de poules et de canards du centre, lui ont donné des idées. Il envisage d'organiser un élevage chez lui. Pour l'aider à se lancer, une association lui fournira quelques couples. L'adolescent peut rentrer au village la tête haute. Il sait maintenant comment se construire une nouvelle vie et assumer son rôle dans la communauté.



© Olivier LENOBLE

Fabriquer les appareillages avec des matériaux disponibles sur place. Former des rééducateurs locaux. Les services doivent rester en place après le départ de l'aide internationale.



Mozambique



Cambodge



Engagée depuis 1992 dans ce combat qu'elle juge de nature essentiellement politique, la cantatrice Barbara Hendrix met à profit ses voyages et son réseau de relations auprès des dirigeants de nombreux pays, à commencer par Bill Clinton au les responsables chinois, pour leur tenir un langage direct sur leur responsabilité de renoncer aux mines.